

« Ça suffit, il faut agir »

Les opposants à la loi El Khomri ont repris hier du poil de la bête. Les rangs de la manifestation strasbourgeoise, la neuvième à exiger le retrait du texte, se sont nettement regarnis. 1 400 personnes selon la police, 3 000 selon les syndicats, ont affiché leur détermination à poursuivre le combat.

Les cortèges strasbourgeois se suivent et se ressemblent de moins en moins. Certes, comme les sept précédents (huit si l'on compte le 1^{er} mai) celui d'hier s'est ébranlé en début d'après-midi de la place Kléber. Une fois de plus, les manifestants ont défilé dans le calme derrière une banderole appelant au retrait de la loi Travail, portée par des représentants de la CGT, de FO, de Solidaires, de la FSU et de l'UNEF. Et comme à chaque fois, le cortège a été marqué par la présence des opposants les plus résolus à la loi El Khomri : des sections syndicales de grandes entreprises (Lohr, Punch Powerglide), de la fonction publique, des militants d'organisations de gauche (NPA, Parti de gauche, PCF, Attac, EELV, etc.), des « cheminotés en lutte » ou encore des intermittents du spectacle.

« Nous sommes 690 000 »

Ce qui a changé hier, c'est d'abord le nombre des manifestants, en nette hausse par rapport aux derniers rendez-vous. La police a compté 1 400 personnes, les syndicats 3 000, dont de très nombreux anonymes, sans aucune bannière politique ou syndicale.

Autre évolution : le ton et la nature des slogans, de plus en plus hostiles à l'égard du président, du Premier ministre et du Parti socialiste. Et pas seulement parce qu'ils « ont fait ce que la droite n'a jamais osé faire », a martelé l'orchestre de la CGT.

« La stigmatisation des syndicats et les postures autoritaires de Manuel Valls commencent à énerver sérieusement les troupes », constate aussi Christine Helstroffer, secrétaire de Solidaires Alsace. « Aujourd'hui, de nombreuses personnes durcissent elles aussi leur position ». Cette attitude révolte aussi de nombreux militants de la CGT. « On nous dit que nous sommes minoritari-



Les manifestants ont défilé le long des quais de Strasbourg puis ont fait une brève halte sur l'avenue des Vosges avant de rejoindre la place Kléber. PHOTO DINA JEAN-CHRISTOPHE DORN

tes, mais c'est eux qui le sont. Les partis politiques français comptent tous ensemble 455 000 adhérents. Nous sommes 690 000 ! », a insisté au micro un militant du syndicat.

Résultat, « il y a de plus en plus de gens qui nous interpellent et nous disent que "maintenant, ça suffit, qu'il faut agir", confirme Sylvain Werner, secrétaire général de l'Union des syndicats CGT de la métallurgie du Bas-Rhin.

Les organisations protestataires comptent bien continuer à le faire ensemble. « Le gouvernement essaye de créer une scission entre les organisations syndicales mais on n'entrera pas dans son jeu. Nous sommes nous aussi dans le combat contre cette loi », avertit Yves Bernauer, trésorier de FO Bas-

Rhin. La seule option, affirment-ils tous, est le retrait du texte. « Sinon, nous ne perdrons pas notre temps, notre salaire et notre énergie », souligne M. Werner.

Les actions vont donc se poursuivre sans attendre la prochaine journée na-

tionale d'action prévue le 14 juin car « les gens ont envie de faire autre chose que de manifester comme aujourd'hui », indique Jacky Wagner, le secrétaire général de l'Union départementale CGT. Hier déjà, des opérations ont été organisées dans des en-

treprises. Près de 200 personnes par exemple défilé à l'intérieur du centre de production PSA de Mulhouse. Dès ce matin, de nouveaux barrages filtrants devraient être installés d'abord à 7 h à l'Espace européen l'entreprise à Schiltigheim puis, milieu de matinée, au port du Rhin Strasbourg. Et une opération du même type est d'ores et déjà programmée semaine prochaine à Molsheim. « Les choses vont s'enchaîner, constate Wagner. Soit le gouvernement n'entend, soit il portera la responsabilité de ce qui va se passer. Car à un moment, ça va forcément dégénérer ».

ODILE WE